

Discours CGT - 18 novembre 2014

Rassemblement Le Creusot

Depuis le 15 mai dernier, date de la dernière manifestation unitaire pour la défense de la qualité de l'emploi public et du pouvoir d'achat, la situation au sein de la Fonction publique s'est encore dégradée. La réalité que nous vivons déjà aujourd'hui, et la politique d'austérité renforcée qui se met en œuvre, sont inquiétantes pour l'avenir de nos missions de services publics. Nous subissons depuis des années des suppressions d'emplois et la diminution de nos moyens. Aujourd'hui, nous entrons dans une période intensive d'attaques toujours plus fortes contre les services publics.

Pourquoi cette situation ?

Les principales causes de cette situation sont les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années. Dernier symbole en date, **le Pacte de responsabilité qui conduit ce gouvernement à diminuer toujours plus les dépenses publiques**, pourtant utiles au plus grand nombre. Cette réduction des dépenses publiques, à hauteur de 50 milliards, se fait exclusivement sur les emplois et la perte de proximité des services publics, le gouvernement a bien pris soin de préserver celles qui ne bénéficient qu'à certaines catégories les plus aisées (30 milliards d'exonérations sociales et de crédits d'impôts pour les patrons). Il s'agit de plusieurs milliards d'euros de dépenses de fonctionnement en moins et autant de moyens dont seront privés les services publics pour réaliser leurs missions. **La CGT exige son abandon.**

Cette politique d'austérité n'aboutira à rien de positif pour les travailleurs : les exemples grecs et espagnols sont là pour nous le montrer. Pire, alors qu'on demande toujours plus d'efforts aux salariés, on distribue allègrement l'argent public aux entreprises. Car ce gouvernement « aime les entreprises », selon les mots du premier ministre, car elles "créent des richesses", et donc à ce titre, les services publics sont étranglés afin de permettre de financer les cadeaux aux patrons !

Ainsi, à titre d'exemple, aux Finances, le CICE a dû être payé en priorité, y compris à des entreprises en liquidation judiciaire, laissant les autres missions en suspens. Ces dépenses servent à maintenir sous perfusion les revenus du capital pour garantir des dividendes aux actionnaires. Les revenus de ces privilégiés sont préservés, et toujours plus alimentés par le gouvernement alors que l'expérience démontre qu'ils sont sans efficacité sur l'activité économique.

Cette situation vient aussi clairement d'une volonté de mettre fin au contrôle de l'Etat dans la vie économique. Ainsi, les contre-réformes libérales ont mis à mal la DGCCRF, ont conduit les douanes pratiquement à leur perte, ont démantelé le contrôle qu'exerce la DGFIP sur les fonds publics et sur le contrôle fiscal, elles ont désorganisé l'inspection du travail, etc., la liste est longue !

Les services publics territoriaux sont aussi menacés et il ne se passe pas une journée sans que des politiques ou des médias complaisants ne dénoncent leur soi-disant coût. La réforme territoriale qui s'annonce sera l'occasion d'une véritable saignée.

Les services publics hospitaliers publics sont asphyxiés par des réductions budgétaires où la priorité est donnée à l'équilibre financier, au détriment de la réponse aux besoins de Santé de la population. La poursuite de la mise en œuvre des différentes Lois sur la Santé (Tarification en fonction de l'Activité, Loi Hôpital Patients Santé Territoire...) se décline par une recomposition de l'offre des soins avec l'objectif unique de réduction des Coûts, et d'ouverture de la santé au privé pour que des actionnaires se fassent de l'argent sur la santé des populations !

Aujourd'hui, les agents des 3 fonctions publiques sont mobilisés et en grève pour que soit entendue notre demande de justice sociale, d'égalité et de solidarité.

Nous refusons de renoncer aux justes revendications que nous portons, et appelons à nous mobiliser :

- > Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;
- > Pour le retrait du pacte de responsabilité ;
- > Pour le développement d'une protection sociale couvrant tous les besoins
- > Pour le déblocage du point d'indice et l'augmentation des salaires ;
- > Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires ;
- > Pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- > Pour la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services et à de bonnes conditions de vie au travail.
- > Pour la refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- > Pour l'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- > Pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- > Pour un large processus de titularisation des agents non titulaires et le développement des garanties pour les précaires ;
- > Pour des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents ;

La CGT est la première organisation syndicale de la Fonction Publique en France. Ses militantes et militants sont au quotidien au côté des agents publics, pour la défense de leurs droits et garanties, pour la défense et le développement des missions, de l'emploi et la reconnaissance des qualifications.

Pour la CGT, le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas. Les services publics sont facteurs de cohésion sociale pour la population.

Des services publics de qualité, c'est la garantie de l'égalité d'accès et de traitement des usagers et des citoyens, de leur naissance et tout au long de la vie, pour répondre aux besoins des enfants, des femmes et des hommes.

Les services publics, territoriaux, hospitaliers ou d'Etat participent à ce "*vivre ensemble*" indispensable dans une société où les inégalités et les injustices sont de plus en plus insupportables.

Nos valeurs, autour de l'emploi statutaire et de la lutte pour la titularisation des contractuels et précaires, c'est justement de garantir un service public de qualité, de proximité et de pleine compétence au service de chacun et de tous.

Parce que nous avons une communauté de vie et de destin avec l'ensemble des salariés, des privés d'emplois, des retraités, nous inscrivons notre action syndicale au cœur des enjeux de l'avenir du département de Saône et Loire et de l'action interprofessionnelle Public- Privé.

Fonctionnaires, nous sommes solidaires de l'ensemble des luttes pour l'emploi, les salaires, le droit à la protection sociale.

Nos valeurs de justice, de solidarité, de fraternité, d'égalité, c'est notre force.

C'est pour cela que nous sommes à la CGT et c'est pour cela que nous sommes en lutte aujourd'hui !

Le syndicalisme CGT, c'est le syndicalisme de lutte pour tirer les conditions de vie et de travail des salariés et leurs familles vers le haut, vers le progrès social !